



**Conseil régional**

Groupe Front de Gauche  
Groupe Ensemble, l'Île-de-France  
Groupe Alternative Écologiste et Sociale

Groupe Écologistes et Progressistes pour l'Île-de-France

**COMMISSION PERMANENTE DU 1<sup>ER</sup> JUILLET 2020**

**Rapport n° CP 2020-187**

**APPUI À LA DIFFUSION DE LA CULTURE SCIENTIFIQUE, TECHNIQUE ET INDUSTRIELLE (CSTI) EN ÎLE-DE-FRANCE ET DIVERS TRANSFERTS DE SUBVENTIONS SUR LE SECTEUR SOUTIEN À LA RECHERCHE**

**Amendement**

L'article suivant est ajouté à la délibération :

« Mandate la Présidente de la Région Ile-de-France, d'une part pour exiger auprès de l'État l'interdiction des licenciements programmés au sein de la société Sanofi ; d'autre part pour mettre en place, en lien avec ce dernier, une réelle politique de contrôle de la recherche privée et de développement de la recherche publique dans le domaine pharmaceutique et médical. »

**Exposé des motifs**

**CONTRE LES LICENCIEMENTS CHEZ SANOFI : LA RECHERCHE MÉDICALE ET LA SANTÉ PUBLIQUE NE SONT PAS UN MARCHÉ**

Le directeur général du groupe Sanofi a récemment annoncé la suppression de 1 700 emplois en Europe, dont environ 1 000 en France. Sont ainsi menacés plusieurs centres de recherche et développement de l'entreprise, notamment en Ile-de-France. De même, une partie du plan vise à renforcer la sous-traitance.

Cette annonce est d'autant plus malvenue que le groupe pharmaceutique a distribué 4 milliards d'euros de dividendes en avril dernier, en plein confinement. Ceci avec un chiffre d'affaires en hausse, dû à l'explosion des ventes de Doliprane liée au Covid 19. « Un an de dividendes chez Sanofi, c'est quarante années de Téléthon » remarquent ainsi les représentants des salariés de l'entreprise.

C'est donc dans une logique purement financière que Sanofi abandonne des pans entiers de l'exploration médicale. Seules les recherches en oncologie, en immunologie-inflammation et sur les maladies rares seraient maintenues. Sanofi abandonnerait également la production des deux tiers des médicaments qu'il fabrique, pour se concentrer sur les 100 les plus rentables. Plusieurs de ces médicaments abandonnés sont reconnus d'intérêt thérapeutique, alertent également les salariés. L'exploration médicale sur la maladie d'Alzheimer, le diabète ou encore les atteintes cardiovasculaires va ainsi être délaissée.

Une telle politique, menée en pleine crise sanitaire, inquiète et pose question sur la manière dont est menée la recherche pharmaceutique et médicale aujourd'hui.

En matière sociale, l'État ne peut rester passif face à de nouvelles destructions d'emplois, en particulier de la part d'une entreprise qui a largement bénéficié d'aides publiques ces dernières années, tout en versant d'importants dividendes à ses actionnaires.

Plus largement, d'un point de vue de santé publique, il est indispensable que les pouvoirs publics reprennent drastiquement en main ce secteur, par une réelle stratégie passant à la fois par le développement de la recherche publique et par le contrôle de la recherche privée.

**Céline MALAISÉ**

**Maxime des GAYETS**

**Ghislaine SENÉE**

**Eddie AÏT**